

Election présidentielle

Le R.c d'Alphonse Claude N'Silou salue «la victoire majestueuse» de Denis Sassou-Nguesso

Dans une déclaration publiée à Brazzaville, le samedi 4 avril 2026, le Bureau exécutif national du R.c.(Rassemblement citoyen), le parti du ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou salue «la victoire majestueuse» de Denis Sassou-Nguesso et lui souhaite «plein succès dans son nouveau mandat à la tête du pays». Ci-après l'intégralité de la déclaration du B.e.n du R.c.

«Déclaration du Bureau exécutif national du Rassemblement citoyen, le R.c

Le Bureau exécutif national (B.e.n) du Rassemblement citoyen, le R.c, se réjouit de la tenue réussie, dans la paix et l'unité nationale, de l'élection présidentielle en République du Congo, à travers les scrutins des 12 et 15 mars 2026.

Parti membre de la Majorité présidentielle, le R.c s'est mobilisé avant et pendant la campagne électorale, aux côtés des autres partis membres de cette grande famille politique, pour soutenir et accompagner

notre candidat, Son Excellence Denis Sassou-N'Guesso. Analysant les résultats définitifs publiés par la Cour Constitutionnelle, le Bureau exécutif national du R.c salue la victoire majestueuse, confirmée dès le premier tour, du candidat de la Majorité Présidentielle, qui s'est traduite par un score inédit de 94,90% des suffrages exprimés. Le Bureau exécutif national du R.c félicite le Président réélu et tient à lui exprimer toute sa reconnaissance et sa gratitude, pour avoir su incar-

ner la volonté de la grande majorité de nos populations, de voir notre pays poursuivre inlassablement sa marche vers le développement. Rassuré que sous son leadership éclairé et innovant, la mise en œuvre de son Projet de société, «Accélérons la marche vers le développement», permettra à notre pays d'atteindre le développement intégral et inclusif auquel il aspire, le Bureau exécutif national du R.c lui souhaite plein succès dans son nouveau mandat à la tête du pays».



Le Président Denis Sassou-Nguesso et son épouse, Mme Antoinette, pendant le meeting de clôture de la campagne électorale à Brazzaville.



Alphonse Claude N'Silou pendant la campagne électorale

Tribune

Les nouveaux outils du politique, à l'ère de la souveraineté numérique

Tribune d'autorité dans le contexte de l'élection présidentielle de mars 2026 au Congo-Brazzaville

Le 15 mars 2026, le Congo-Brazzaville a tenu une élection présidentielle dont l'issue ne faisait guère de doute pour beaucoup d'observateurs. Selon les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle, le 28 mars, Denis Sassou N'Guesso a été réélu avec 94,90% des suffrages exprimés. Le scrutin s'est déroulé dans un climat marqué par le boycott d'une partie de l'opposition, des critiques sur le manque de transparence, des faibles signes de mobilisation dans plusieurs bureaux observés à Brazzaville et à Pointe-Noire, ainsi qu'une coupure des télécommunications (appels, S.m.s et Internet) le jour du vote et les deux jours suivant le vote.

Mais, l'essentiel n'est pas seulement électoral. L'essentiel est politique, au sens fort. Une élection n'est pas qu'un verdict. Elle est un révélateur. Elle dit ce qu'un pays attend, ce qu'il tolère, ce qu'il redoute et, surtout, ce qu'il n'a pas encore réussi à structurer. Dans le cas congolais, le vrai sujet n'est pas seulement la reconduction du pouvoir de Denis Sassou-N'Guesso. Le vrai

sujet est celui-ci: quels outils le politique doit-il désormais maîtriser, pour gouverner, dans un siècle où la souveraineté ne se joue plus seulement sur le territoire, mais aussi dans la donnée numérique, les plateformes, les flux financiers, les infrastructures et la confiance? Pendant trop longtemps, en Afrique centrale comme ailleurs, nous avons pensé la politique avec les instru-

ments du 20^{ème} siècle: parti; appareil; discours; clientèles; contrôle administratif; médias classiques; promesses sociales, etc. Or, le 21^{ème} siècle a déplacé le centre de gravité. Aujourd'hui, gouverner ne consiste plus seulement à administrer un État. Gouverner consiste à organiser des systèmes: systèmes de recettes; systèmes d'identité; systèmes de paiement; systèmes de traçabilité; sys-

une élection sans encore avoir équipé durablement la Nation pour la compétition du siècle. Le pétrole ne suffit plus. Les réseaux d'influence ne suffisent plus. Les fidélités historiques ne suffisent plus. Même la stabilité apparente ne suffit plus. Ce qui fait, désormais, la différence entre les États qui subissent et les États qui transforment, c'est leur capacité à convertir l'autorité en architecture.

Les nouveaux outils du politique

Le premier outil du politique moderne, c'est la lecture du réel. Un responsable d'État sérieux ne gouverne pas à partir d'abstractions. Il gouverne à partir des flux concrets de la société: circulation des personnes; informalité des métiers; collecte des recettes; besoins des territoires; vulnérabilités numériques; attentes de la jeunesse; capacités de la diaspora. La politique n'est pas l'art de réciter des concepts; elle est l'art de transformer des pratiques sociales dispersées, en puissance nationale organisée.

Le deuxième outil, c'est la donnée. Sans données fiables, l'État parle beaucoup

(Suite en page 8)



Par Chrysostome Nkoumbi Samba.

tèmes de sécurité; systèmes de production de confiance, etc.

Voilà la question que l'élection du 15 mars remet brutalement sur la table au Congo-Braz-

zaville: le pays veut-il rester dans une logique de conservation politique ou entrer, enfin, dans une logique d'outil-lage souverain? Car, un pouvoir peut gagner

Cour constitutionnelle

Denis Sassou Nguesso proclamé définitivement élu, avec 94,90% des voix

La Cour constitutionnelle, sous la direction de son président, Auguste Iloki, a rendu sa décision finale sur les résultats de l'élection présidentielle, à l'issue de l'audience publique qui s'est tenue samedi 28 mars 2026, à son siège, à Brazzaville, sur l'affaire unique introduite par le candidat proclamé perdant, Uphrem Dave Mafoula, avec 1,03% des voix exprimées, et qui portait sur le «recours aux fins d'annulation des résultats de l'élection présidentielle et de l'élection Monsieur Denis Sassou-Nguesso», tel que libellé par le greffier en chef de la cour, Gilbert Itoua. Elle a rejeté le recours en annulation, faute de preuves pour étayer les accusations de fraudes massives. Elle a qualifié la requête du candidat malheureux, Uphrem Dave Mafoula, d'«infondée» et confirmé l'élection du candidat Denis Sassou-Nguesso (82 ans), avec 94,90% des suffrages exprimés.

Selon la décision rendue par la Cour constitutionnelle et lue par son président, «le candidat Denis Sassou Nguesso ayant obtenu 2.509.456 voix, soit 94,90% des suffrages exprimés, et donc plus de la majorité absolue des suffrages exprimés dès le premier tour de l'élection du Président de la République scrutin des 12 et 15 mars 2026, est déclaré élu Président de la République». Les résultats provisoires annoncés le 17 mars par le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, lui attribuaient 94,82% des voix. Les chiffres ont ensuite connu de légers ajustements, pour une consolidation finale à 94,90%. Le taux de participation est aussi revu à la hausse et passe de 84,65% à 85,99%. Cette validation officielle consacre un cinquième mandat consécutif, depuis 2002, pour Denis Sassou-Nguesso, revenu au pouvoir en octobre 1997, à l'issue d'une guerre ayant provoqué la chute de



Les membres de la Cour constitutionnelle pendant l'audience

son prédécesseur, Pascal Lissouba. La cérémonie de prestation de serment du Président réélu est fixée au jeudi 16 avril prochain, au Stade de la Concorde, dans la commune de Kintélé, voisine de Brazzaville. A l'audience, il était défendu par deux avocats, maîtres Emmanuel Oko et Eric Yvon Ibouanga. Le candidat malheureux, Uphrem Dave Mafoula, qui s'est présenté à l'audience sans avocat, s'évertuant à défendre, seul, sa requête,

a quant à lui, pris acte de la décision de la Cour constitutionnelle, mais reste convaincu que le scrutin était entaché de fraudes. «Nous avons tous suivi les débats ici à la Cour constitutionnelle. La décision du juge constitutionnel a été donnée et j'en prends acte. Mais, cela n'enlève pas le constat que nous avons fait; cela n'enlève pas la vérité de ce qui s'est réellement passé. Dans notre pays, ce que nous recherchons avant tout, c'est son avancement. Et en tant

que politique, je suis attaché à une notion, la notion de légitimité. Mais, je voudrais ici un grand merci au peuple congolais, aux Congolais qui m'ont apporté leurs voix, parce que je pense que c'est un signe, le signe qu'ils sont pour le changement. Et je peux simplement leur garantir que je continuerai à mener le combat pour la démocratie dans notre pays», a-t-il confié à la presse, au sortir de l'audience

à la Cour constitutionnelle où sa requête en annulation de l'élection présidentielle a été rejetée, faute de preuves. Dans sa requête, il évoquait notamment «des pressions sur ses délégués dans certains bureaux de vote, la participation présumée de mineurs ainsi que des incohérences dans les résultats enregistrés dans plusieurs localités, dont Mossaka et Impfondo».

Céleste Exaucé
SINDOUSSOULOU

Editorial

Plutôt changer de mentalités!

Il ne faut pas faire du développement national un prétexte politique. Il faut en faire une culture, pour qu'il soit réalité. A l'aube du nouveau mandat, l'on remarque que l'élite politique aux affaires n'est préoccupée que par le positionnement personnel. Le gouvernement, avec ses indemnités mirobolantes et les avantages élastiques qu'il confère, est l'institution qui attire le plus, comme un aimant attire le fer. Chacun rêve d'y être et a tendance à prendre son rêve pour de la réalité. Mais, la question qu'il faut se poser est celle de savoir si un changement d'acteurs donne inévitablement la garantie de la bonne gouvernance, de la gestion axée sur les résultats ou de l'efficacité de l'action. On aura beau changer les acteurs, si le contexte demeure, si on continue de faire de la même façon et que les mentalités ne changent pas, on n'avancera pas. Le développement ne sera qu'illusion. Dans notre contexte de pays dotés d'énormes atouts pour son développement, mais où l'action gouvernementale peine à créer les conditions de développement attendues par les populations, ce qui est en cause, c'est beaucoup plus les méthodes, la façon de faire, de gérer, la tolérance aux anti-valeurs qui est devenue caractéristique de la gestion publique et le manque de contrôle et de compte-rendu, à cause d'une façon de faire la politique qui privilégie le militantisme baignant dans l'égoïsme. Dans le domaine public, pour qu'une action donne un bon résultat, il faut mobiliser un budget deux, trois voire quatre fois plus important que dans le secteur privé. Le taux de coulage budgétaire y est hémorragique. Tout simplement, parce que les notions d'efficience et d'efficacité y sont foulées au pied; parce que tout le monde voit grand pour impressionner, sans être capable de faire grand. Le principe de redevabilité y est manipulé au point qu'il est vidé de son sens. Il n'y a qu'à voir les séances d'interpellation du gouvernement dans les deux chambres du parlement. Il n'en sort que de belles paroles, de beaux discours. Des discours et encore des discours donnant l'illusion que le travail se fait bien. C'est l'art illusionniste de la politique et notre pays n'en fait pas exception. Mais, quand on laisse la politique se faire essentiellement comme ça, on a l'exemple d'un pays comme le nôtre où, malgré ses atouts et le travail qui se fait, le ressenti quotidien des populations est qu'on recule. Quels stades avait le Congo dans les années 70 pour aller conquérir des titres continentaux, en football? L'exemple le plus saisissant est celui du handball féminin. Quels moyens avait le Congo dans les années 80, pour faire briller son handball féminin sur le continent, pendant presque une décennie? Lorsque les handballeuses d'autres pays africains découvraient le site où les Diables-Rouges handball dames s'entraînaient, à Ouenzé, ils n'en croyaient pas leurs yeux: un terrain vague, sans installation ni commodité. Maintenant qu'on a des stades dans tous les chefs-lieux de département; des gymnases dans la ville capitale, le sport congolais a sombré dans des querelles interpersonnelles. Même l'interpellation d'un sage, comme le président de la Cour constitutionnelle, est vue par certains comme un propos mal venu, alors qu'il est plein de bon sens. En matière d'électricité, quelle différence sentent les citoyens de la capitale aujourd'hui, avant et après Imboulou? Et on peut multiplier les exemples du genre qui interrogent notre progrès social. Bref, le développement, c'est aussi et surtout l'homme. Si on ne réussit pas à transformer les mentalités, ce que les économistes congolais appellent «changer de logiciel mental», les résultats ne seront pas au rendez-vous. On aura beau changer les acteurs, si les mentalités ne changent pas, si on ne change de façon de faire, on n'introduit pas les normes et les principes qu'exigent la bonne gouvernance, on sera confronté aux mêmes difficultés. Le développement est une culture de rigueur et non du laisser-aller. Le grand défi du nouveau mandat de Denis Sassou-Nguesso, c'est surtout, comme il l'a déjà dit lui-même, d'assoier les mentalités nécessaires à l'intérêt public, à la bonne gouvernance et au développement. Autrement, la politique ne sera plus qu'une histoire d'intérêts personnels, le «j'y suis j'y reste», condamnant à faire du développement national un prétexte politique. Développer, c'est viser le changement de mentalités, en plus de la construction des infrastructures.

L'HORIZON AFRICAIN

Comité de politique monétaire de la Cemac

En 2026, la croissance économique connaîtra une baisse à 2,9%

Le Comité de politique monétaire de la B.e.a.c (Banque des Etats de l'Afrique centrale), qui s'est réuni jeudi 2 avril 2026, à Yaoundé, au Cameroun, pour sa première session ordinaire de l'année, sous la direction de son président, Yvon Sana Bangui, gouverneur de la B.e.a.c, prévoit une baisse de la croissance économique en 2026 dans la zone de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) à 2,9% contre 3,5% en 2025, au regard des prévisions macroéconomiques et financières réalisées en février 2026.

Après avoir analysé les perspectives macroéconomiques internationales et sous-régionales, les membres du Comité de politique monétaire de la Cemac ont convenu qu'au niveau sous-régional, il y aura une baisse de la croissance économique en 2026. Pendant ce temps, au niveau international, les perspectives de l'économie mondiale annoncent plutôt un maintien de la croissance économique. Selon la mise à jour des prévisions du F.m.i (Fonds monétaire international) de janvier

2026, la croissance mondiale est prévue à 3,3% en 2026, comme en 2025. Toutefois, ces perspectives sont désormais soumises à de fortes incertitudes, en lien avec la guerre au Moyen-Orient, notamment les frappes américaines et israéliennes sur l'Iran, et les répliques de celui-ci sur les pays du Golfe persique. Cette situation de guerre n'épargne pas le continent africain. La sous-région d'Afrique centrale pourrait connaître des pressions inflationnistes contenues sous la



Yvon Sana Bangui.

norme communautaire, avec un taux en moyenne annuelle qui se situera à 2,3% en 2026, après 2,1% en 2025. La zone enregistrerait un repli du déficit budgétaire, base des engagements, hors don, de 4,8% en 2025 à 2,2% du P.i.b (Produit intérieur brut) en 2026. Elle

connaîtrait un déficit du compte courant, dons officiels compris, à 5,2% du P.i.b en 2026, contre 2,9% du P.i.b en 2025. Au 31 décembre 2026, la masse monétaire devrait augmenter de 11,1% et les réserves de change en moins d'importations de biens. Les services représenteraient 4,52% de moins en 2025. Enfin, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 68% en 2026, contre 64,9% en 2025. Enfin, le comité monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt des appels d'offres à 4,75%, le taux de la facilité de prêt marginal à 6,25%, le taux de la facilité de dépôt à 0% et les coefficients des réserves obligatoires à 7% sur les exigibilités à vue et à 4,50% sur les exigibilités à terme.

Martin BALOUATA-MALEKA

L'alternance démocratique est-elle impossible au Congo?

On a beau faire l'éloge de la démocratie, elle comporte en elle-même les germes de ses faiblesses. A la fin des années 80, le Congo-Brazzaville est parmi les pays africains où souffle le vent de la démocratie. Le parti unique au pouvoir, le P.c.t (Parti congolais du travail), ne peut continuer à résister à ce vent qui balaye le continent. Sous la conduite du Président Denis Sassou-Nguesso, il épouse les réformes politiques qui conduisent progressivement le pays à l'ouverture démocratique. Le pluralisme politique est instauré dès 1990. En février 1991, le pouvoir accepte la tenue de la conférence nationale, en limitant ses pouvoirs et sa durée. Par une sorte de révolution en salle, la conférence nationale s'auto-proclame souveraine et se tient durant trois mois. Elle est dirigée par un homme d'Eglise, Mgr Ernest Kombo, en s'inspirant du modèle béninois, pour calmer les ardeurs d'une tendance aux attitudes revanchardes. Durant ses débats, les crimes politiques réels ou supposés des régimes à parti unique (M.n.r puis P.c.t) sont passés au crible. Conclusion: «Plus jamais ça».

Après une période de transition émaillée de tensions politiques, les premières élections démocratiques se tiennent en juillet et août 1992. Le Président Pascal Lissouba est démocratiquement élu au deuxième tour, le 16 août 1992, avec un score de 61,32% des suffrages exprimés, contre Bernard Kolélas. Quand, le 31 août 1992, le Président élu, Pascal Lissouba, prête serment devant la Cour suprême, au Palais des congrès, les Congolais ont espoir qu'après une alternance démocratique et pacifique au sommet de l'Etat, une ère nouvelle de paix et de stabilité va s'instaurer dans le pays. Ça sera pure illusion. Les contradictions politiques s'accroissent de plus en plus vite, le pays bascule dans les violences armées fratricides, à travers des milices aux noms guerriers, alors que la Force publique voit ses officiers et hommes de rangs embarqués dans ce qui sera appelé «la bêtise humaine». A tel point que le quinquennat du Pré-

sident Lissouba sera émaillé de deux guerres civiles qui vont profondément traumatiser les populations et diviser la Nation congolaise en clans: «Nibolek» par ici, «Tcheks» par là, «Norvégiens» par là-bas, etc. Le «Plus jamais ça» de la Conférence nationale souveraine deviendra «Encore ça», c'est-à-dire l'usage de la violence sanglante, pour écraser «l'ennemi, comme ça, on règne seul». La ville capitale se retrouve divisée en quartiers «libanisés», c'est-à-dire tel quartier pour les originaires de telle partie du pays, et tel autre pour les originaires de telle autre partie, etc. C'était le reflet malheureux d'un paysage urbain divisé en zones contrôlées par des milices armées ou des factions politiques liées aux partis qui se livraient une lutte à mort autour du pouvoir. Dès lors, dans le subconscient des populations, l'alternance démocratique devenait synonyme d'enfer. Là où l'on avait promis le «Plus jamais ça» resurgissait le «Encore ça» synonyme de vengeance, de

haine sur fond de tribalisme, dans le débat politique ainsi empoisonné. Il ne faut pas se voiler la face: ce sont les dirigeants politiques et les élites intellectuelles embarquées dans les partis politiques qui ont encouragé ces clivages et ces violences fratricides, donnant ainsi de la démocratie l'image d'un régime d'insécurité et d'instabilité permanentes. Deux guerres civiles aux bilans désastreux sur l'unité nationale avaient gangrené le premier mandat démocratique au Congo. Il ne s'agit pas ici de rechercher les responsabilités, mais de souligner tout juste la désillusion démocratique, quand la démocratie est rongée par le tribalisme, à travers les partis qui se constituent sur la base des complicités ethniques ou claniques. C'est donc une population minée par le traumatisme des guerres fratricides d'essence politico-milicienne, avec ses multiples rebondissements dans un département comme le Pool, qui a été invitée, à partir de 2002, à renouer avec le chemin des urnes. Il faut

du temps, pour qu'une telle population et ses élites s'aventurent de nouveau dans l'alternance démocratique. Le dire, ce n'est pas prêcher le pessimisme sur la démocratie congolaise ni encourager le manque d'épanouissement démocratique que le pays vit depuis. Mais, il est clair que la démocratie a besoin de donner aux populations les gages que l'alternance démocratique, en tant que pratique politique de la gestion de l'Etat, comme cela se fait dans tout pays démocratique, ne sera plus jamais synonyme d'enfer pour elles. Or, le discours politique auquel on assiste aujourd'hui, la pratique politique qu'on voit sont loin de cette préoccupation fondamentale. La culture de la loi du plus fort prévaut encore sur la culture démocratique basée sur le respect des principes, des normes et des lois. En démocratie, quand on a échoué, il faut avoir le courage de reconnaître son échec. C'est la reconnaissance de l'échec qui fait la force de la démocratie et non la fanfaronnade de la victoire. Et un acteur politique qui reconnaît son échec doit être respecté, parce qu'il favorise le progrès démocratique. En 1992, l'alternance fut démocratique et pacifique, parce que les vaincus avaient reconnu leur échec. Voilà qui recommande de faire la politique autrement, avec une bonne dose de convivialité et plus d'équité dans la répartition de la rente nationale.

Jean-Clotaire DIATOU

Electricité, véritable baromètre du développement industriel et humain

En matière d'énergie, le Congo connaît un paradoxe qui constitue un des facteurs explicatifs de sa sous-industrialisation et de son sous-développement. Malgré les énormes potentialités énergétiques dont regorge le pays, la plupart des études disponibles sur la situation énergétique du Congo révèlent une pauvreté dans ce domaine, se traduisant par une très faible consommation d'énergie électrique par habitant. Le défi majeur à relever est celui de mettre en valeur les énormes potentialités que possède le pays, pour permettre à un plus grand nombre de population d'accéder à l'électricité de manière permanente.

L'énergie électrique, cette denrée rare actuellement à Brazzaville, mais vitale pour l'économie, doit être mise réellement au service du développement. Considérée à juste titre comme moteur du développement, l'énergie électrique doit être à la fois disponible, régulière et de bonne qualité, pour attirer les investisseurs dans notre pays. Aujourd'hui, le service public de l'électricité est caractérisé par une disponibilité non permanente et la mauvaise qualité du produit. Les ruptures du service, appelées délestages ou black-outs, les baisses ou les hausses

brutales de tensions constituent une réalité quotidienne dans ce domaine. Beaucoup d'explications sont données: panne des postes transformateurs; défectuosité du réseau; vieillissement des équipements; manque d'entretien des barrages hydro-électriques, etc. Mais, le défi reste toujours de fournir un service d'électricité permanent et de bonne qualité. Le développement est à ce point comme dans d'autres pays. Le secteur de l'électricité connaît de profondes mutations dans le monde, depuis la fin du siècle dernier. Il doit s'adapter aux besoins de l'économie et

de l'ensemble de la société, car l'électricité constitue un des fondements de l'amélioration des conditions de vie des populations et de la compétitivité de l'industrie moderne. Le Congo, souvent à la traîne, n'échappe pas à ces exigences, car pour moderniser, combattre la pauvreté, créer de la richesse, il a besoin d'un service d'électricité au coût abordable, de bonne qualité, en quantité suffisante et de manière permanente. Devant le fonctionnement chaotique des entreprises d'électricité et pour garantir l'avenir, beaucoup de pays africains ont entrepris

une mutation profonde de leurs secteurs d'électricité. C'est le cas de notre pays qui a amorcé la réforme de ce secteur depuis les années 2000. Mais, aujourd'hui, on constate que le service d'électricité ne s'est pas amélioré. Au contraire, à Brazzaville, l'électricité est devenue rare. Des quartiers entiers peuvent passer jusqu'à un mois voire plus sans électricité. La société E2c (Energie électrique du Congo), jouissant pourtant d'un statut de société autonome avec conseil d'administration, s'en remet toujours à l'Etat pour financer ses grands investissements. Pourquoi alors l'avoir réformée? La nécessité de restructurer ce secteur s'impose désormais. Mais, encore faudrait-il savoir comment structurer pour un service d'électricité répondant aux attentes des populations.

Martin BALOUATA-MALEKA

PROPOS D'ÉTAPE

Le Blanc et le Noir

Quelque part, à Lutèce et à ses alentours, le grand remplacement est en place ou presque! Des citadelles, jadis imprenables, basculent de l'autre côté. Des éphémères dont les ancêtres sont venus du midi s'implantent dans la gestion des collectivités locales. Ceux dont les ancêtres sont venus du septentrion ont occupé des fonctions prestigieuses à Lutèce et à ses alentours, et cela n'a gêné personne. Parce que tous ceux-là ont un dénominateur commun, ils sont tous «baptou»; ils sont tous cristallins.

Mais voilà qu'à la suite des choix démocratiques à Lutèce et à ses alentours, des «renoi» se hissent au trône de la gestion communautaire, au grand dam des prétendants à la pureté de la race. Et ça les énerve; ça les pousse à leur dénier retranchement et ils déversent ouvertement leur venin raciste qu'ils distillaient avant en doses homéopathiques. Comment des hordes de karlouches investissent des mairies et on les regarde faire? Mais, ces primates vont se comporter en chefs de tribu; ils vont prendre toutes les femmes cristallines; c'est le grand remplacement! Mais, ceux qui pensent et parlent ainsi pensent et parlent ainsi, parce qu'ils sont confrontés à une réalité qui les dépassent. Tant qu'il s'agissait des Portugais, des Polonais et des Italiens, ça pouvait passer, parce que cristallins. Après tout, c'est le tabac de la même pipe. Mais des karlouches, ah non! Pas ceux-là! Que l'on ne s'y trompe pas, surtout que les maîtres des paramètres du midi ne s'y trompent pas, notamment avec leurs relations diplomatiques à géométrie variable. Tant que l'immigration est blanche, elle ne pose pas de problèmes ou si peu. C'est l'immigration noire qui réveille les instincts les plus bestiaux du racisme. C'est le Blanc contre le Noir. Et quel Noir! Ils parlent sans accent; ils sont sapés à mort; ils ont des emplois dignes. Aucun moyen de leur renvoyer à la face les clichés de l'Africain dormant sur un arbre. Ils vont s'y faire; la civilisation est au métissage. Qu'ils le veuillent ou non, le nouveau paradigme, c'est le Blanc avec le Noir, et le Noir avec le Blanc.

Prométhée

Comme en lutrin

La restauration est un processus

Même si elle tarde, attends-la, car elle s'accomplira certainement (Habacuc 2:3). Dieu n'agit pas de la même manière avec tout le monde. Il agit selon Sa volonté et selon Son temps. «Mes pensées ne sont pas vos pensées, et vos voies ne sont pas mes voies», dit l'Éternel» (Ésaïe 55:8).

Le Seigneur Jésus a guéri les aveugles, mais pas de la même manière. À certains, Il a dit: «Ta foi t'a guéri» (Marc 10:52); à d'autres, Il a utilisé de la boue et de la salive. Pour certains, la guérison se fit par la parole; pour d'autres, par un simple toucher, comme la femme atteinte de perte de sang (Marc 5:27-29). L'aveugle de Marc 8:23 fut guéri progressivement, après que Jésus eut mis de la salive sur ses yeux et Lui imposa les mains.

La vie est un processus: naissance, enfance, adolescence, âge adulte, vieillesse et mort. «Il y a un temps pour tout, un temps pour toute chose sous les cieux» (Ecclésiaste 3:1). Comme les enfants, nous commençons dans l'innocence et dépendons des autres. À l'âge adulte, certaines choses de l'enfance ne sont plus possibles; c'est un processus de maturation. Même avec Dieu, certaines bénédictions ne viennent qu'à notre maturité. «Tout héritier, aussi longtemps qu'il est enfant, ne diffère en rien d'un esclave» (Galates 4:1). La restauration est un processus; elle commence par l'orientation et la direction. «Je suis le chemin, la vérité et la vie» (Jean 14:6). Le vrai problème n'est pas la vision, mais la bonne direction et le bon lieu. Comme Lot, on peut voir, mais choisir mal et se retrouver dans une situation difficile (Genèse 13:10-13). Le progrès est intermédiaire: quelque chose commence, mais n'est pas encore parfaite. «Celui qui a commencé en vous cette bonne œuvre la rendra parfaite» (Philippiens 1:6).

Dre Annick IMBOU

Vie politique

Du nouveau: les partis partenaires de la Majorité présidentielle

Les dirigeants de onze partis ayant soutenu la réélection du Président Denis Sassou-Nguesso ont tenu un conclave, dimanche 29 mars 2026, à Kinkala, commune et chef-lieu du Département du Pool, à l'initiative du ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, président du P.r.l (Parti républicain libéral). Se considérant comme «partis partenaires de la Majorité présidentielle à l'élection présidentielle de mars 2026», ces partis se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du projet de société du Président réélu Denis Sassou-Nguesso.

Dans le communiqué final publié à l'issue de leur conclave, les dirigeants des onze partis partenaires de la Majorité présidentielle relèvent «le travail abattu lors de la campagne électorale, aux côtés des partis de la Majorité présidentielle, dans les quinze départements de la République du Congo». Ils félicitent leur candidat, «Son Excellence Denis Sassou-Nguesso» qui a été «brillamment réélu pour un nouveau mandat» avec le score de 94,90%. En conséquence, ils se



Antoine Thomas Nicéphore Saint-Eudes (au milieu) et les responsables des autres partis

sont engagés à soutenir la mise en œuvre de son projet de société intitulé: «Accélérons la marche vers le développement». Il s'agit des partis sui-

vants: l'U.r.c (Union pour la restauration du Congo), de Dominique Basseyla, représenté par un membre de son bureau; l'U.r.d.c (Union

pour la reconstruction et le développement du Congo) de Luc Adamo Mateta, représenté également par un membre de son bureau; le P.c.c (Parti centriste congolais) d'Abel Arnold Ongondzo Mondongo, le P.c.2.e de Jean Jim Ebina; le Cides (Congrès d'initiative démocratique et sociale) de l'ancien ministre, maître Destin Arsène Tsaty-Mboungou, qui était aussi représenté; L.c.m (Le Congo en marche) du sénateur Jean-Valère Mbani; le P.pa.d (Parti panafricain pour la démocratie) de Nazaire Nzaou; le M.d.d (Mouvement pour le développement durable) d'Aimé-Brice Mambo et le P.r.l (Parti républicain libéral) du ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Urbain NZABANI

Fondation Charles Ebina Yomvoula

S.o.s pour Ariane Ngoma, un garçon atteint d'un cancer à l'œil



Ariane Ngoma et Joe Washington Ebina.

La Fondation Charles Ebina Yomvoula, par la voix de son président, Joe Washington Ebina, a lancé, le samedi 28 mars 2026, sur sa page Instagram, un S.o.s en faveur d'un garçon de 12 ans, Ariane Ngoma, vivant à Talangaï, chez ses parents, atteint d'un cancer à l'œil. L'enfant doit subir une opération chirurgicale, à l'Hôpital Nouvelle vie médicité, sur l'Avenue de la Paix, à Mougali, le quatrième arrondissement de Brazzaville. Ne pouvant pas faire face au coût de cette opération, la famille a sollicité l'aide de la Fondation Charles Ebina Yomvoula.

D'où le S.o.s lancé pour collecter les fonds nécessaires devant permettre de financer l'opération chirurgicale destinée à sauver Ariane, qui se bat depuis plusieurs mois contre une tumeur au niveau de l'œil gauche. Les personnes de bonne volonté voulant venir en aide à cet enfant sont priées de prendre contact avec sa mère et/ou avec la fondation.

Contacts:

- (+242) 06.545.99.98 (Maman de l'enfant);
- (+242) 06.862.53.00 (Fondation Charles Ebina Yomvoula).

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain.

Je m'abonne!

Tél.05 543.82.76 / 06 662.37.39

Ministère de l'intérieur et de la décentralisation

Décès du préfet des Plateaux et de l'administrateur-maire de Mongo-Mpoukou



Jean-Jacques Mouanda, préfet du Département des Plateaux.

Le Ministère de l'intérieur et de la décentralisation a enregistré, la semaine dernière, les décès de deux autorités. Il s'agit notamment de Jean-Jacques Mouanda, préfet du Département des Plateaux, qui est décédé à l'aube de la journée du dimanche 5 avril 2026, à l'Hôpital de Djambala où il était admis la nuit même, à la suite d'un malaise relatif à une crise cardiaque. Son corps a été rapatrié par hélicoptère, à Brazzaville, le jour-même, en fin de matinée.

L'autre décès est celui de Jean-Baptiste



Jean-Baptiste Pouelé Mavoungou, administrateur-mère du 5ème arrondissement, Mongo-Mpoukou.

Pouelé Mavoungou, administrateur-mère du 5ème arrondissement, Mongo-Mpoukou, à Pointe-Noire. Il a trouvé la mort le samedi 4 avril, à l'Hôpital Pierre Mobengo de Brazzaville, où il était admis à la suite d'un accident de la circulation survenu à Igné, dans le nouveau Département du Djoué-Léfini. La disparition de ces deux autorités n'a pas encore donné lieu à des communiqués officiels. Leurs tristes nouvelles ont été simplement publiées par des proches dans les réseaux sociaux.

05 628 4245 / 05 543 12 06 / 05 928 4245
 contact@hotelsaphirbrazza.com
 reservation@hotelsaphirbrazza.com
Hotel Saphir

Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme

Connaître l'Ecole spéciale Case Dominique de Brazzaville

La communauté internationale a célébré, jeudi 2 avril 2026, la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, sous le thème: «Autisme et humanité: chaque vie a de la valeur». A Brazzaville, l'événement n'est pas passé inaperçu à l'Ecole spéciale Case Dominique, implantée au n° 10 de la Rue Mbochis, à Poto-Poto, à l'initiative de l'Association des Petites Sœurs dominicaines au Congo, sous tutelle de la Commission épiscopale de l'éducation catholique, et relevant du Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

La vocation de l'Ecole spéciale Case Dominique est d'accueillir des enfants et des jeunes en difficulté scolaire, des jeunes inadaptés sociaux, exclus du système scolaire formel et/ou déficients intellectuels dont des enfants autistes. Ouverte en octobre 1999, suite à «l'Action Thalita Koum», un appel de l'Eglise catholique au sujet d'enfants déscolarisés et traumatisés à la suite des conflits armés que le pays a connus, elle s'est orientée vers les enfants souffrant d'autisme et de trisomie, pour tenter de changer la donne, par l'éducation et la sensibilisation des populations. S'inspirant du modèle

de l'Ecole spéciale fondée en 1975 par Sr Marguerite Tiberghin, de la Congrégation des filles de la charité de Saint Vincent de Paul, l'Ecole spéciale Case Dominique a un effectif atteignant 360 élèves l'année. En 2021, l'Association des Petites Sœurs dominicaines au Congo a lancé un projet-pilote dans le pays, l'Îlot de Boboto, une école spéciale dédiée à l'autisme et aux handicaps, située dans un cadre écoresponsable, pour proposer un enseignement gratuit et une formation professionnelle (agriculture, élevage, artisanat) à 150 enfants. Instituée par les Nations unies depuis 2007, la Jour-



Sr Ida Pélagie Louvouandou et les partenaires internationaux devant le bâtiment en construction de l'Îlot de Boboto.



Dieu-Merci Nakavoua (au milieu), directeur de l'Ecole spéciale Case Dominique

née mondiale de sensibilisation à l'autisme s'efforce de promouvoir la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour les personnes

autistes, en garantissant leur participation à la société sur un pied d'égalité. C'est donc une opportunité pour les institutions comme l'Ecole spéciale Case Domi-

nique, de mettre l'accent sur la sensibilisation. En rendant l'autisme plus visible dans toute sa diversité, «nous contribuons, ensemble, à bâtir une société plus inclusive où chacun et chacune peut trouver sa place. L'inclusion des personnes autistes est une condition indispensable pour leur permettre un parcours de vie équitable et épanouissant», pense Dieu-Merci Nakavoua, directeur de l'Ecole spéciale Case Dominique, placée sous l'autorité de Sr Ida Pélagie Louvouandou, de la Congrégation des petites sœurs dominicaines. Comme d'autres mois, à l'instar d'octobre qui est dédié à la sensibilisation sur les cancers de la femme, le mois d'avril est consacré à la sensibilisation à l'autisme. C'est un moment privilégié pour informer, écouter et mettre en lumière les réalités vécues par les personnes autistes et leurs proches. Pour plusieurs familles, cette journée représente à la fois un espoir d'inclusion, un besoin de

reconnaissance et un appel à plus de compréhension. L'autisme est un trouble envahissant du comportement, qui n'est malheureusement pas bien connu dans la société et dans les familles. Les enfants vivant avec ce handicap sont souvent incompris et exclus par leurs familles, dans les quartiers et à l'école, parce qu'ils ne peuvent pas avancer comme les autres. La sensibilisation, ce n'est pas seulement transmettre de l'information. C'est remplacer un regard inquiet par un regard bienveillant. C'est permettre à une personne autiste d'être vue pour ce qu'elle est, et non pour les idées reçues. Quand la société comprend mieux, elle s'adapte mieux. L'autisme requiert l'attention du gouvernement, à travers le Ministère en charge de la santé, et des personnes de bonne volonté, pour lutter contre la marginalisation dont sont victimes les enfants qui en souffrent. Selon les données récentes de l'Onu, le nombre de personnes concernées par l'autisme dans le monde est estimé à 67 millions. La question de la sensibilisation s'avère donc importante. Sensibiliser, faut-il le rappeler, c'est poser des gestes concrets: s'informer; adapter nos environnements; faire preuve d'ouverture et de bienveillance, etc.

Urbain NZABANI

Banque mondiale

Un nouveau programme pour transformer l'économie forestière dans le Bassin du Congo

Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé, mardi 31 mars 2026, le financement d'un nouveau programme qui transformera les économies forestières dans le Bassin du Congo, en Afrique centrale. Financé par l'Ida (Association internationale de développement), à hauteur de 394,83 millions de dollars pour sa première phase, le Programme pour des économies forestières durables du Bassin du Congo permettra d'améliorer la gestion forestière et renforcer les chaînes de valeur forestières, ainsi que créer 220 mille emplois au Cameroun, en Centrafrique et au Congo-Brazzaville. Cette première phase s'inscrit dans un programme plus vaste de 1,02 milliard de dollars visant à libérer les avantages économiques, climatiques et de moyens de subsistance du deuxième plus grand biome forestier tropical au monde. L'initiative vise à démontrer que le développement économique durable et la gestion responsable des forêts peuvent et doivent aller de pair.

Dans sa phase initiale, près de 8 millions d'hectares seront placés sous gestion durable. Le programme permettra de réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'un équivalent de 17,6 millions de tonnes de CO2 et d'augmenter de 15% la proportion de bois transformé légalement, tout en soutenant les entreprises forestières communautaires, les systèmes agroforestiers et les zones de transformation des P.m.e (Petites et moyennes entreprises). Plus de 500 P.m.e et 20 mille personnes, dont 40% de femmes, auront accès à



La forêt dense du Bassin du Congo, riche en écosystèmes.

des formations, des financements et des infrastructures de chaînes de valeur, tandis

que plus de 7 mille jeunes seront encouragés à entreprendre. Ces projets ouvriront



Une cartographie du Bassin du Congo

des emplois et des opportunités économiques aux 60 millions de personnes vivant dans le Bassin du Congo et à proximité, longtemps laissées pour compte par la croissance. «Ce nouveau programme marque une étape importante pour le Bassin du Congo, où les économies forestières durables créent des emplois, augmentent les revenus et renforcent la résilience de millions de personnes», souligne Chakib Jenane, directeur régional du Pôle planète à la Banque mondiale. «En augmentant la production légale du bois, en améliorant la

gouvernance et en investissant dans les compétences et le développement des entreprises, les pays peuvent ouvrir la voie à une prospérité inclusive et durable». Le programme privilégie une démarche régionale structurée, en facilitant des investissements coordonnés entre les trois pays concernés. Elle s'appuie sur les mandats des principales institutions régionales telles que la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et la Comifac (Commission des forêts d'Afrique centrale), afin d'harmoniser les politiques forestières et d'optimiser la gou-

vernance transfrontalière. «Le Bassin du Congo est une ressource partagée et sa viabilité dépend de la poursuite de politiques coordonnées et d'une étroite coopération régionale», déclare Marina Wes, directrice par intérim des programmes régionaux à la Banque mondiale. En renforçant les institutions régionales, le programme améliore les normes du commerce du bois et crée une puissante plateforme d'apprentissage et de collaboration à travers le bassin». La nouvelle initiative s'aligne directement sur le Programme des défis mondiaux sur les forêts pour le développement, le climat et la biodiversité, tout en soutenant les stratégies de développement nationales et les engagements régionaux des pays participants, ainsi que leurs objectifs climatiques. Doté d'un fort potentiel d'élargissement des opportunités du marché du carbone et de mobilisation des investissements à long terme du secteur privé dans la foresterie durable, il offre un modèle reproductible de la manière dont la création d'emplois, la prospérité partagée et les économies forestières peuvent progresser ensemble.

Urbain NZABANI

(Tiré du communiqué de la Banque mondiale)

C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication)

L'ancien président, Philippe Mvouo, inhumé à Kellé, après l'hommage de la République

Décédé le 18 février 2026, à l'âge de 74 ans, à Orléans, en France, Philippe Mvouo, ancien ministre et ancien président du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), a été inhumé le vendredi 3 avril, à Kellé, sa localité natale où il fut élu député, dans le Département de la Cuvette-Ouest. Un hommage solennel lui a été rendu par la République, jeudi 2 avril 2026, au Palais des congrès, à Brazzaville, lors d'une cérémonie sous le patronage de Pierre Ngolo, président du sénat, représentant le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, en présence d'Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale, Médard Milandou Nsonga, président du C.s.l.c, de son homologue de la RD Congo, Christian Bosembe, président du C.s.a.c (Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication), des ministres, des parlementaires, des hauts cadres de l'Etat, des membres de la famille dont l'ancien ministre du développement industriel, Vincent-Raymond Ombaka-Ekori, et Julien Philippe Mvouo, le fils du défunt qui a été l'un de ceux qui ont accompagné la dépouille depuis la France.

C'est le soir du mardi 31 mars que la dépouille de Philippe Mvouo était accueillie à l'Aéroport international Maya-Maya, arrivée à Brazzaville par le régulier d'Air France. Parmi les personnalités venues l'accueillir, il y avait le président de l'assemblée nationale, Isidore Mvouba, le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Colinet Makosso, le président du C.s.l.c, Médard Milandou Nsonga, le secrétaire comptable, Jérôme Patrick Mavoungou, quelques ministres et parlementaires, des hauts-conseillers (membres du C.s.l.c), des hauts-cadres de l'Etat, des membres du personnel du C.s.l.c, la famille, les amis, etc. Même après un mois et demi d'attente, après son décès en France, l'émotion était forte parmi les proches. La veillée mortuaire du mercredi 1er au jeudi 2 avril à son domicile, au Quartier Binkaroua, dans le 9ème arrondissement Djiri, s'est déroulée avec l'exposition de la dépouille mortelle. Le lendemain jeudi 2 avril, tout a commencé par la cérémonie d'hommage au siège fédéral du P.c.t (Parti congolais du travail), sous le patronage du secrétaire général Pierre Moussa. Philippe Mvouo a été, en effet, membre du Bureau politique du P.c.t. L'oraison funèbre y était lue par Yvon-Roger Kouebé, secrétaire à l'organisation du Comité P.c.t Djiri, le 9ème arrondissement. Au Palais des congrès, devant les corps constitués nationaux, les responsables et professionnels des médias, les parents, amis et connaissances, visiblement affligés par la disparition de cette éminente personnalité de la scène politico-institutionnelle nationale, Médard Milandou Nsonga a lu l'oraison funèbre retraçant le parcours de l'illustre disparu. Il a mis en exergue les grands traits de caractère du célèbre régulateur des médias qui a dirigé le C.s.l.c pendant treize ans, en peignant son humanisme. Né le 14 septembre 1951, à Kellé où il a fait ses études



L'hommage du P.c.t à Philippe Mvouo.



La République a rendu un hommage déférent à l'un de ses serviteurs, Philippe Mvouo.

primaires à l'Ecole catholique, Philippe Mvouo entre au Petit-séminaire Saint-Pie X de Makoua, pour la première partie de ses études secondaires, puis au Collège Champagnat. S'il n'est pas devenu prêtre, il a eu, parmi ses onze enfants, un qui l'est devenu, l'abbé Charrel Guy Philippe Mvouo Oyela. Ensuite, on peut signaler qu'il entra au séminaire la même année que le ministre d'Etat Firmin Ayessa, son ami d'enfance, né la même année que lui et qui est décédé le 23 février, soit cinq jours après lui. Après son bac obtenu en 1972, au Lycée Pierre Savorgnan de Brazza, à Brazzaville, Philippe Mvouo entame ses études supérieures à l'I.n.s.ed (Institut nationale des sciences de l'éducation), à l'Université de Brazzaville (qui deviendra Université Marien Ngouabi), d'où il sort avec un diplôme de professeur certifié des lycées, en philosophie. En tant qu'en-

seignant, il a travaillé aux C.e.g de Mossendjo (Département du Niari), Linzolo, Nganga-Lingolo, Kibossi (Département du Pool) et Gampo Olilou, à Ouenzé (Brazzaville). Il ressort entre autres de l'oraison funèbre que le natif de Kellé fut ministre des mines, de l'énergie et de l'hydraulique, de 2002 à 2004; ministre des postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de 2004 à 2006 et ministre de la pêche et des ressources halieutiques de 2006 à 2007. Enfin, en 2012, il est nommé pour présider aux destinées du C.s.l.c. «*Durant treize ans d'exercice à la tête du conseil, le président Philippe Mvouo s'est accommodé très facilement avec le monde de la presse qu'il exhortait, à plusieurs occasions, d'intérioriser les idéaux de la République*», a reconnu Médard Milandou-Nsonga. Après l'oraison funèbre, le président du sénat, Pierre



Philippe Mvouo, ancien ministre, ancien député élu à Kellé, ancien président du C.s.l.c.

Ngolo, a déposé une gerbe de fleur devant le cercueil, avant de s'y incliner et de consoler la veuve, les enfants et les autres membres de la famille éplorée. Les funérailles se sont poursuivies le vendredi 3 avril, à Kellé, dans le Département de la Cuvette-Ouest, où la dépouille était transférée, jeudi 2 avril, par hélicoptère. Après la messe de requiem célébrée en plein air par Mgr Gelasse Armel Kema, archevêque d'Owando, entouré des prêtres venus d'un peu partout dont ceux de la Paroisse Sainte Maria Goretti de Kellé, il a été inhumé dans un monument, en dignitaire, au cimetière chrétien de la ville, en présence des autorités locales, de plusieurs personnalités venues de Brazzaville, parmi lesquelles une délégation du C.s.l.c conduite par son président, et celle de la S.n.p.c conduite par son directeur général, Maixent Raoul Ominga, des parents, amis et connaissance et d'une foule de gens attristés.

Hervé EKIRONO et Urbain NZABANI



Pierre Ngolo se recueillant devant la dépouille de Philippe Mvouo

ANNONCE NECROLOGIQUE

M. Guy Noël Mahoungou, ancien Chef de Service à la Division Finance de la Société ENI Congo, et la Famille Mahoungou ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur regrettée mère, grand-mère, tante et sœur, Mme Célestine ZOLO-



BATANTOU (Mâ Zolo); décès survenu le dimanche 29 mars 2026, à Meaux, dans la Sous-Préfecture de Seine-et-Marne, en Île de France.

En France, une veillée de recueillement en sa mémoire aura lieu le samedi 11 Avril 2026, à partir de 20h, au n°16 de l'Avenue Louise Michel, à Nanteuil-les-Meaux (77100).

A Brazzaville, la veillée mortuaire se tient dans la Rue Moussana, n°31, au Quartier Texaco-La-Tsiémé, après l'Avenue de l'Intendance.

Contacts :

- M. Sévérin Mahoungou : +33.6.25.01.09.04
- M. Guy-Noël Mahoungou : +33.7.69.25.13.79.

Gouvernance forestière

Pour une meilleure prise en compte des recommandations de la société civile

À Brazzaville, la société civile entend peser davantage dans les réformes liées à la gestion des ressources naturelles. Ainsi, deux organisations de défense des droits de l'homme, la R.p.d.h (Rencontre pour la paix et des droits de l'homme) et l'O.c.d.h (Observatoire congolais des droits de l'homme) ont organisé, lundi 30 mars 2026, à l'Hôtel Saint-François de Paul (Siège de l'Acerac) à Brazzaville, un atelier de plaidoyer, pour exiger une meilleure prise en compte de leurs recommandations dans la gouvernance forestière et climatique au Congo.

ressource doit nécessairement profiter aux communautés qui devraient en être les premières bénéficiaires», a-t-il ajouté.

À l'issue des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment en faveur du renforcement

Sous la direction de Christian Mounzé, coordinateur de la R.p.d.h, en présence de Mme Cynthia Nina Kiyindou, directrice exécutive de l'O.c.d.h, l'atelier a été organisé dans le cadre du Gesop (Groupe des experts sur la synergie des organisations et des plateformes de la société civile), un espace d'analyse, de réflexion et d'action des praticiens et militants issus de différentes organisations de la société civile, en vue de construire un plaidoyer commun face aux enjeux et défis liés à la gouvernance climatique, foncière et forestière et l'aménagement du territoire.

Il a réuni près d'une vingtaine d'acteurs engagés dans la défense de l'environnement et des droits des communautés locales. Objectif affiché: identifier et évaluer les obstacles à l'application effective des réformes et in fine proposer des approches de solution pour leur applicabilité réelle; évaluer les retombées de la transparence des revenus forestiers sur l'économie, l'environnement et les droits des communautés locales. Le tout devant être remonté



Les participants à l'atelier et les animateurs.

au G.t.m.a (Groupe de travail multi-acteurs), instance-clé dans la définition des politiques forestières, afin de définir les axes prioritaires du plaidoyer du Gesop pour 2026.

Sur le papier, le Congo s'est engagé dans des initiatives internationales de premier plan, comme la Cafii (Initiative pour les forêts d'Afrique centrale) et l'I.t.i.e (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Des cadres censés garantir transparence, redevabilité et inclusion dans la gestion des ressources naturelles. Mais, dans la pratique, les organisations de la société civile

relèvent un décalage entre les engagements et leur application sur le terrain.

«Nous avons résolu de nous assurer que, grâce au plaidoyer que nous allons mener, des conditions soient créées pour mobiliser des ressources et financer le suivi des engagements pris, afin de mieux mettre en évidence les droits des communautés», a déclaré Christian Mounzé à la presse. Celui-ci a également rappelé que la forêt couvre plus de la moitié du territoire national, insistant sur la nécessité pour cette richesse de bénéficier prioritairement aux populations locales et autochtones. «L'exploitation de cette

des mécanismes de transparence, du respect des lois en vigueur et d'une plus grande implication des acteurs locaux dans la gouvernance forestière. Cet atelier a bénéficié de l'appui du Programme forêt, gouvernance, marchés et climat, financé par le gouvernement britannique, avec l'appui technique de l'O.n.g Fern, basée à Bruxelles et qui suit l'implication de l'Union européenne dans les activités concernant les forêts, dans le but de protéger les forêts et les droits des communautés locales, dans les pays tropicaux.

Roland KOULOUNGOU

(Suite de la 2)

mais voit peu. Il promet, mais ne pilote pas. Il annonce, mais ne mesure pas. La souveraineté numérique commence là: dans la capacité à savoir ce qui entre, ce qui sort, ce qui circule, ce qui se perd, ce qui peut être valorisé. Un État qui ne maîtrise pas sa donnée est un État qui délègue sa souveraineté, même sans le dire.

Le troisième outil, c'est la traçabilité financière. Beaucoup de pays africains continuent à chercher à l'extérieur des financements qu'ils pourraient mieux sécuriser s'ils structuraient d'abord leurs propres flux internes. La question n'est pas de refuser l'argent extérieur; la question est de savoir si l'État est capable de produire la confiance qui permet d'emprunter utilement, d'investir intelligemment et de rembourser durablement. Les bailleurs ne prêtent pas seulement à un régime. Ils prêtent à une capacité démontrée de suivre, d'encadrer et de sécuriser les recettes.

Le quatrième outil, c'est la numérisation intelligente des cir-

cuits économiques et administratifs. Là se trouve l'une des plus grandes marges de transformation pour le Congo-Brazzaville: facturation électronique; identité numérique; paiements traçables; services publics dématérialisés; interconnexion des registres; suivi fiscal simplifié; plateformes de formalisation progressive de l'informel. Voilà ce qui change réellement la puissance d'un État. Ce n'est pas seulement une modernisation technique; c'est une réorganisation du contrat social.

Le cinquième outil, c'est la cybersécurité. Sans sécurité, il n'y a ni confiance, ni investissement, ni souveraineté. Cette vérité vaut pour les rues, les frontières, les infrastructures énergétiques, mais elle vaut aussi pour les serveurs, les bases de données, les registres publics, les transactions, les élections elles-mêmes. Le fait que le scrutin présidentiel de mars soit encore inscrit dans un contexte de coupure d'Internet rappelle une chose: tant que le numérique est géré comme un interrupteur politique, il ne devient pas encore un véritable

espace souverain de confiance démocratique.

Le sixième outil, c'est la diaspora comme levier de souveraineté. L'Afrique a trop souvent considéré sa diaspora comme une réserve affective, financière ou électorale. C'est insuffisant. La diaspora est une réserve d'expertise, de méthode, d'interfaces internationales, de réseaux financiers, de compétences technologiques et de lecture comparative des États. Mais, la diaspora ne devient utile qu'à une condition: qu'elle soit intégrée dans un cadre institutionnel clair. Sans cela, elle reste applaudie dans les discours et sous-utilisée dans la transformation réelle.

Le septième outil, c'est la capacité de contextualisation. C'est ici que beaucoup de projets politiques échouent. On importe des modèles, on copie des slogans, on reproduit des dispositifs vus ailleurs, sans tenir compte des ressorts profonds du pays. Or, la politique sérieuse ne copie pas; elle traduit; elle adapte; elle séquence; elle avance au rythme réel de la société, sans renoncer à l'ambition. L'intelligence

politique, ce n'est pas d'aller plus vite que le pays; c'est de faire monter le pays en puissance sans le casser.

Le huitième outil, c'est la guerre des récits. Un pays peut changer sans réussir à se raconter. À l'inverse, il peut se raconter sans réellement changer. Le drame africain contemporain est souvent là: trop de propagande d'un côté, trop de dénigrement automatique de l'autre. Entre les deux, la vérité du terrain devient illisible. Le rôle d'une élite stratégique est donc de nommer correctement les transformations, de distinguer la communication de la structuration et de refuser que l'opinion publique soit enfermée, soit dans l'autosatisfaction, soit dans le découragement.

Dans le cas de notre pays, le Congo-Brazzaville, le défi n'est donc pas seulement celui de la légitimité électorale; il est celui de la légitimité transformationnelle. Le pays dispose d'atouts considérables pour son développement: ressources énergétiques; position régionale; expérience administrative; diaspora qualifiée; jeunesse

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté !

Nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu ne comprennent pas que 65 ans après l'indépendance de notre cher et beau pays, le Congo, nous n'ayons pas pu poursuivre les progrès que les colons d'une part et les politiciens de l'après-indépendance d'autre part nous vantaient et nous ont légués.

La poste, la sécurité publique, l'école, le chemin de fer, la régularité des salaires, des pensions de retraité, des bourses d'études, la lumière électrique censée supprimer la nuit, la santé avec la disparition ou le recul des grandes endémies telles que la rougeole, le paludisme, etc. 60 ans après l'indépendance, tout n'est plus que recul: il faut de l'argent dans les hôpitaux pour se faire soigner; la plupart des centres de santé intégrés manquent de tout; la poste n'existe plus; l'école est minée par des maux dont les états généraux ont fait un diagnostic dramatique; les délestages de l'électricité se sont multipliés à Brazzaville; l'eau courante est livrée par moment; le transport en commun a maintenant des tarifs liés aux itinéraires; la pauvreté gagne du terrain; les grandes maladies telles que le paludisme, le diabète, les tensions et les A.v.c (Accidents vasculaires cérébraux) reviennent en force; le taux de mortalité monte en flèche; le pays est hyper-endetté partout; la justice travaille pour les plus offrants au point que les huissiers n'hésitent à pas à bloquer les comptes bancaires des entreprises comme moyen de pression; quand on construit de belles routes on y multiplie les péages et les commerçants transporteurs ne cherchent qu'à les contourner, etc.

Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu se demandent si ce tableau va changer avec le nouveau mandat qui va démarrer. Le nouveau gouvernement qui sera mis en place va-t-il être capable d'accélérer la marche vers le développement? En attendant la grande fête de la prestation de serment du Président réélu, ces questions trottent dans la tête de beaucoup de Congolais. On a l'impression d'un constat d'impuissance, c'est le drame de notre situation aujourd'hui! Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

en attente d'ascension; besoin continental de plateformes souveraines. Mais, ces atouts resteront dormants tant qu'ils ne seront pas articulés par un projet politique outillé.

Le temps du politique purement discursif s'achève. Le temps du politique ingénieur commence. Non pas ingénieur au sens technocratique froid, mais au sens d'un responsable capable d'assembler vision, institutions, données, sécurité, financement, compétences et récit national. Voilà pourquoi l'élection présidentielle de mars 2026 doit être lue non comme une fin, mais comme une interpellation. Elle oblige à poser une question plus haute que celle du vainqueur: qui équipe réellement le Congo pour le siècle qui vient?

Les outils du politique à l'ère de la souveraineté numérique sont désormais identifiables: - voir, grâce à la donnée; - sécuriser, grâce à la cybersécurité et à l'Etat de droit; - tracer, grâce à la numérisation des flux; - mobiliser, grâce à l'intégration de la diaspora et des expertises; - formaliser, sans étouffer le tissu populaire;

- investir, à partir d'une crédibilité financière reconstruite; - raconter juste, pour que la Nation se comprenne elle-même;

- et surtout transformer, au lieu de seulement administrer.

La question pour le Congo-Brazzaville n'est donc plus simplement: qui gouverne? La vraie question devient: avec quels outils, pour quel niveau de souveraineté et au bénéfice de quelle génération? Car un pays n'entre pas dans l'avenir par reconduction mécanique. Il y entre par structuration. Et aujourd'hui, la structuration passe par la souveraineté numérique.

Chrysostome NKOUMBI SAMBA

- Diplômé MBA en management de la sécurité des données numériques; - Expert international en cybersécurité; - Président de la Plateforme Afrik@Cybersecurite; - Secrétaire général de la Fédération Africaine de cybersécurité; - Auteur du recueil «L'Afrique face au défi de sa sécurité numérique» (France).

Faire de l'efficacité de l'administration, un des piliers du développement national

Le Président Denis Sassou Nguesso, déclaré vainqueur à l'élection présidentielle congolaise scrutins des 12 et 15 mars 2026, s'est vu confirmer sa victoire par la Cour constitutionnelle. S'en suivra son investiture, le jeudi 16 avril 2026, en présence des Chefs d'État et de gouvernement, étrangers. Le Stade de la concorde, dans la Commune de Kintélé, voisine de Brazzaville, devant abriter la cérémonie que j'imagine sera fastueuse.

Au-delà de son investiture, maints défis et pas des moindres, dans tous les domaines de la vie nationale, attendent le Président Denis Sassou Nguesso. Et la République du Congo en recèle plusieurs dont les solutions conditionnent son progrès socio-économique et culturel. De ces défis, il y en a un, à mon sens, majeur, dont on ne parle peu ou pas assez. C'est la valorisation de l'administration publique congolaise. Cet ensemble de services publics centraux, départementaux et autres pouvoirs locaux, chargés d'assurer la gestion et le fonctionnement de l'État et de la société. Cela, sur un double versant. D'une part, pour mettre l'administration congolaise en adéquation avec le strict respect de ses propres textes. De l'autre, aux fins de la réformer, en profondeur dans l'objectif de la moderniser.

Prise globalement, au regard de certaines observations, l'administration congolaise pêche en certains points par son manque de transparence et de responsabilité, ce qui entraîne des velléités d'abus de pouvoir et la tendance aux faits de corruption. Par ailleurs, sont signalés des cas des procédures administratives souvent longues et complexes, pouvant décourager d'éventuels investisseurs et des citoyens enclins à s'engager dans des processus d'entrepreneuriat. Plus grave, est aussi relevé le manque de ressources humaines et financières appropriées, pour mener à bien des missions administratives spécifiques. Avec l'évolution mondiale actuelle, urge, en République du Congo, la mise en place de plateformes numériques de l'ensemble des services publics, aux fins d'améliorer l'efficacité et la transparence de l'administration. Ce à quoi s'ajoute la formation et le renforcement des capacités des fonctionnaires, pour mieux rentabiliser la qualité des services.

Des passe-droits ou autres faveurs contre le règlement, par extension contre le droit, ainsi que la non-observation des textes en vigueur corrodent la crédibilité de l'administration congolaise et créent des inégalités. Ce qui contribue à une culture de l'impunité et affaiblit l'État de droit. Le remède à ce phénomène réside dans le renforcement des mécanismes de contrôle et de sanction, de même l'obligation du sens de la responsabilité au sein des



Par Joseph Ouabari Mariotti

administrations.

Dans tant de situations, les autorités congolaises, depuis celles des sphères élevées jusqu'à celles d'en bas, ne se constituent pas en modèles, pour exiger par des déclarations officielles, preuves à l'appui, de leurs administrés qu'ils suivent leurs exemples, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation. C'est une question de leadership.

En effet, de par le monde, quel qu'en soit le type de régime politique, dès lors que ceux placés, à divers niveaux des commandes du pays, ne se prennent pas en exemple, il devient difficile d'obtenir des citoyens qu'ils respectent les règles communes établies. La République du Congo, tout le long de son histoire, jusqu'à ce jour, se construit sur la base des lois et règlements édictés par les pouvoirs publics. Ce à quoi s'ajoutent des textes de la période coloniale légués par l'administration française. Le respect, sans exclusive, des dispositions nées de l'ensemble de ces textes est une avancée qui

aurait l'avantage de réparer la République du Congo, qui a un réel besoin de l'être. Le respect des lois et règlements est essentiel, pour construire un État de droit solide. Et l'application effective des lois permet de lutter contre l'impunité, de promouvoir la justice et de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. C'est un pas important vers le développement et la stabilité.

La République du Congo aura beau édifier de nouvelles infrastructures de base, en restaurer les anciennes, installer des usines, bâtir des établissements scolaires et universitaires ainsi que des centres médico-sociaux, si la machine administrative du pays est inefficace, avec des relents de désordre et des accents de corruption, l'effet positif qu'on attend des investissements sera sans réel plus-value. Les infrastructures et les investissements ne suffisent pas à eux seuls, à faire décoller un pays.

Autant une administration est porteuse d'impérities, autant les bénéfices des investissements seront limités, voire nuls. Pour mettre en œuvre les politiques publiques, gérer les ressources et créer un environnement propice au développement, le pays doit reposer sur des rouages administratifs performants, aux personnels impartiaux. Une des clés pour que les investissements aient un impact réel et durable sur l'économie et la société.

Pour me répéter, il faut en finir avec l'archaïsme du paiement en espèces des traitements et autres indemnités de tous les agents des insti-

tutions nationales, dont leurs dirigeants, pour renforcer la transparence et la traçabilité des fonds publics. Redonner aux régies et autres services financiers publics leurs droits, le plus souvent, allègrement bafoués. Une des manières de lutter contre la corruption et de mieux gérer les finances publiques. Dans chaque Département ministériel, créer un service de réformes qui travaillerait aux réformes, avec incidence financière et sans incidence financière. Pourquoi pas, ré-expérimenter, en le qualifiant autrement, le «tribunal des camarades» du temps du P.c.t, parti unique, en guise de conseil de discipline, aux fins de réparer les fautes des agents dans l'exercice de leurs tâches?

A tout prendre, il s'impose, dans cette logique d'accroissement de la productivité de l'administration congolaise, l'organisation des états généraux de ce pan du fonctionnement de l'État congolais. Des états généraux qui permettraient de faire un diagnostic approfondi des problèmes de ce domaine de l'État, recueillir les propositions des acteurs concernés et définir une feuille de route, pour moderniser et rendre plus efficace l'administration congolaise. Un tournant décisif, si les actes qui découlent des assises sont incontournables, pour améliorer la gouvernance et répondre aux attentes des citoyens.

Dans le processus de la convocation

Des états généraux de l'administration, partir d'une commission préparatoire, pour la confection de l'ordre du jour, la définition des objectifs et les modalités d'organisation. La commission devrait également identifier les parties prenantes à impliquer et les thèmes clés à aborder.

D'une seule chose dépend le bon fonctionnement de l'administration congolaise. C'est la volonté politique des dirigeants et leur capacité à entraîner les agents de l'État dans la dynamique de la perfection du travail. Cette volonté politique des dirigeants est essentielle, pour impulser le changement et créer une culture de l'excellence au sein de l'administration. Si les dirigeants donnent l'exemple et mobilisent les agents autour d'un projet commun, la Nation congolaise se sentirait fière de son administration. Ce qui nécessite de la détermination, de la transparence et une vision claire, pour l'avenir de l'administration congolaise.

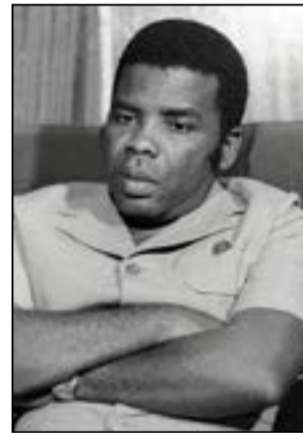
Joseph OUABARI MARIOTTI
(Ancien Ministre)

Pourquoi pas une stèle pour tous les anciens Présidents de la République?

Les 18, 22 et 25 mars nous rappellent les dates tragiques dont le Président de la République, le Commandant Marien Ngouabi, l'ancien Président de la République Alphonse Massamba-Débat et l'homme d'Eglise, le Cardinal Emile Biayenda, archevêque de Brazzaville, ont disparu, par assassinat et exécution sommaire. Cette année, c'est le 49^{ème} anniversaire de leur disparition. A l'occasion de ces douloureux événements, les entités concernées ont rendu hommage, chacune, à son leader. Pourquoi pas construire une stèle ou un monument, pour commémorer tous nos Présidents défunts, surtout que l'année prochaine, ce sera le 50^{ème} anniversaire de la disparition des Présidents Marien Ngouabi et Alphonse Massamba-Débat?



Alphonse Massamba-Débat.



Le Président Marien Ngouabi.



Le Cardinal Emile Biayenda.

Comme tous les ans, les membres du P.c.t (Parti congolais du travail), avec à leur tête le secrétaire général Pierre Moussa, ont déposé des fleurs au Mausolée Marien Ngouabi. La cérémonie était placée sous le thème: «Camarades militants, cadres et dirigeants du Parti congolais du travail, honorez la mémoire de l'immortel Marien Ngouabi, en réaffirmant notre soutien indéfectible au très grand camarade Denis Sassou N'Guesso, dans la marche accélérée vers le développement du Congo».

Les catholiques ont posé la première pierre du sanctuaire du Cardinal Biayenda et célébré, dans la ferveur chrétienne, une messe solennelle en sa mémoire, à la Place Mariale sise à la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville. Dans son homélie, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouaou, archevêque métropolitain de Brazzaville, a parlé de l'image ou de la figure du cardinal, qui n'appartient pas à une seule région ni à un seul département. Un rappel à l'unité, en ces moments-ci où le tribalisme, le régionalisme, le clanisme et l'exclusion sont en train de gangrener la société congolaise. Seul, le Président Alphonse Massamba-Débat, dont la mémoire a été réhabilitée par la Conférence nationale souveraine en 1991, n'a eu malheureusement droit ni à une gerbe de fleurs ni à une cérémonie d'hommage. Et pour cause, non seulement qu'il n'a pas de sépulture, mais encore aucun lieu n'a jusque-là jamais été aménagé pour honorer sa mémoire. Ses parents, ses amis et sympathisants ne savent pas où se recueillir et lui déposer des fleurs.

Au nom de l'unité de son peuple, la République du Congo ne peut continuer à traîner, année après année, ce qui apparaît clairement comme une injustice blessante pour nombre de Congolais. Il faut tourner la page en y mettant un terme. N'est-il pas temps que l'État congolais lui construise un cénotaphe ou une stèle soit à Brazzaville soit à Boko, son district d'origine? Nul n'est besoin de rappeler que dans la culture bantoue, tout mort inspire du respect et doit avoir ipso facto une tombe. Car, les morts sont censés veiller en permanence sur les vivants. Comme l'a affirmé Victor Hugo, «les morts sont invisibles mais non des absents».

Nos dirigeants actuels devraient se ressaisir et avoir la volonté de construire une stèle ou un monument, pour commémorer tous nos Présidents défunts et sur lesquels serait gravé en lettres d'or: «A tous les anciens Présidents de la République, la Nation congolaise reconnaissante». L'on y déposerait, au nom de la République reconnaissante, des gerbes de fleurs, non pas seulement le jour de la Toussaint, mais aussi les 15 août et 28 novembre, dates commémorant respectivement l'indépendance et la proclamation de la République.

Enfin, nos Présidents, quoiqu'ils aient fait, (errare humanum est), «doivent reposer en paix, dans leurs tombeaux, jusqu'au jour où Dieu les réveillera, pour qu'ils voient la clarté de sa face, la lumière sans déclin, pour les siècles des siècles», comme l'affirme le rituel des funérailles catholiques. Et pourquoi pas, comme aux Etats-Unis d'Amérique, «une journée des Présidents?».

Dieudonné ANTOINE-GANGA.

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 05 543 82 76 / 06.662 37 39
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation 108/MCM/DGAI/DPE
du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim: Hervé EKIRONO
Tel : 06 879 50 69 / 05 554 40 99

Directeur commercial & Relations publiques:
Rigobert MOBOLAS : 06 626 89 15

Rédacteur en Chef: Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Tel : 06 986 56 52 / 05 568 54 47

Secrétaire de rédaction: Roland KOULOUNGOU
Tel : 06 838 30 04 / 05 055 24 71

Rédaction
Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU: 06 641 56 96
Martin BALOUATA-MALEKA : 05.500 77 82
Urbain Nzabani; Jean-Clotaire DIATOU
Joseph MWISSI NKIENI

Siege de la Rédaction: Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tel : 05.557.78.71
Mise en pages : TORNADE

Cinéma

Lebon Zed prépare un film documentaire intitulé: «Itatolo, terre des morts»

Le photographe et réalisateur congolais, Lebon Chansard Ziavoula, alias Zed Lebon, est en pleine exploration de son passé. Après avoir participé, du 23 au 27 mars 2026, à une résidence d'écriture à Cotonou, au Bénin, il prépare, à Brazzaville, son documentaire: «Itatolo, terre des morts». Trente ans après la disparition de sa mère, il part à la recherche de sa tombe, confronté à la fragmentation des souvenirs, à l'inexistence des archives et aux silences familiaux. Entre mémoire et transmission, son film documentaire se transforme en un hommage sensible et poignant à ceux qui nous ont quittés, donnant vie au passé à travers le cinéma.

Le projet de Zed Lebon a convaincu le jury de la résidence panafricaine réuni à Cotonou, en raison de la force intime et universelle de son sujet. L'évènement de la résidence d'écriture a également réuni plusieurs cinéastes africains, dont Ya-couba Beidara (Niger), Guy Merlin Djomo (Cameroun), Osée Adamassou (Bénin) et Abdoul Bagué (Burkina Faso). Pour Zed Lebon, qui est également initiateur du Festival Kokutan'Art et de l'Association Mbongui art photo, le cinéma est une extension na-

turelle de son talent de photographe: il permet de donner du temps au récit, de capter les silences et de traduire en images le vide laissé par l'absence. «Certaines histoires ne peuvent pas tenir dans une seule image», explique-t-il.

Une quête intime, révélatrice d'un déficit d'archives

En partant à la recherche de la tombe de sa mère au Cimetière d'Itatolo, dans la partie Nord de Brazzaville, le cinéaste se heurte à une

mémoire fragmentée, faite de récits partiels et de silences. Cette quête dépasse le cadre familial: elle met en lumière l'absence de politiques de conservation des archives visuelles au Congo. Dans un pays où les images se perdent facilement, faute d'institutions solides, de numérisation ou de valorisation du patrimoine, la mémoire collective reste fragile et souvent confinée à l'oralité.

Une scène artistique dynamique mais précaire

Comme beaucoup de créa-



Lebon Chansard Ziavoula, alias Zed Lebon.

teurs congolais, Lebon Zed évolue dans un écosystème paradoxal: une scène artistique dynamique, mais peu soutenue par des structures durables. Festivals indépendants, collectifs, associations... L'essentiel de la vie culturelle repose sur des initiatives privées, souvent



Les auteurs ayant participé à la résidence d'écriture de Cotonou

fragiles et dépendantes de financements extérieurs. Le cinéma, en particulier, souffre au Congo de l'absence d'une industrie structurée: financements rares; diffusion limitée et salles quasi inexistantes.

Un État en retrait

Si les autorités affichent

souvent leur soutien à la culture, les acteurs déplorent l'absence de politiques publiques concrètes: manque de subventions; fonds dédiés au cinéma quasi inexistants; formation spécialisée rare... Autant de freins qui poussent les artistes à chercher des opportunités à l'étranger, pour produire leurs œuvres. Dans

un pays où la mémoire reste fragile, cette démarche artistique prend une dimension particulière: celle d'un travail de sauvegarde, mené en marge des institutions, par ceux-là même qui en ressentent le plus urgemment la nécessité.

Roland KOULOUNGOU

Musique

L'Association Muclat lance son huitième atelier de formation à la musique classique

L'Association Muclat (Musique classique pour tous) organise, du 11 avril 2026 à la fin du mois de janvier 2027, le 8^{ème} atelier de formation musicale du Cimucla (Centre d'initiation à la musique classique) et de l'Oseb (Orchestre symphonique des enfants de Brazzaville). Réservés aux enfants, adolescents et jeunes âgés de 5 à 22 ans, sans niveau musical préalable requis, les cours, qui couvrent la théorie, la technique instrumentale et le chant choral, sont dispensés chaque samedi et chaque dimanche, de 14h à 16h, durant la période indiquée. Les inscriptions, payantes, tout comme les cours dispensés chaque mois, se font dans l'enceinte de l'I.a.e, à Moukoundzi-Ngouaka, un quartier du premier arrondissement, Makélékélé, à Brazzaville.



Des jeunes artistes de l'Oseb.

la musique est d'un grand apport dans la formation intellectuelle de l'enfant. A Brazzaville, l'Association Muclat

en donne l'occasion. Autant mieux la saisir!

Urbain NZABANI

Selon le maestro Josias Ngahata, «la musique classique est bien plus qu'un art, elle est une école de vie, de discipline et d'excellence. En rejoignant le Cimucla et l'Oseb, chaque enfant et chaque jeune s'inscrit dans une aventure collective unique, au service de Brazzaville et du Congo tout entier».

En plus, il est connu que la formation à la musique stimule l'intelligence, en favorisant la neuroplasticité, en améliorant la mémoire, l'attention et le raisonnement. Pratiquer un instrument de musique renforce les connexions entre les hémisphères cérébraux, boostant ainsi le quotient intellectuel (Q.i) et les com-



Le maestro Josias Ngahata.

pétences verbales et mathématiques. Alors, les parents et les tuteurs des enfants sont avertis. La formation à

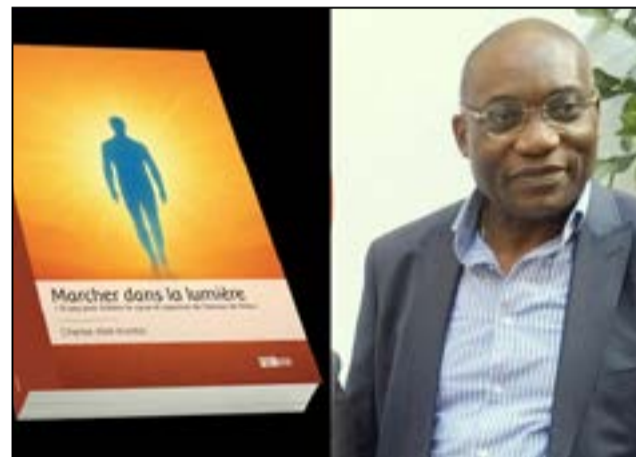
L'HORIZON AFRICAIN
Où trouver le Journal
L'Horizon Africain en format PDF?

Notre rédaction se fait le devoir d'envoyer, à chaque parution, le Journal L'Horizon Africain, en format PDF, à quelques lecteurs.
Si le Journal ne vous est pas parvenu, ne vous en faites pas. Vous pouvez toujours le télécharger, gratuitement, en format PDF, sur le site Internet lhorizonafricain.com, dans la Rubrique «Journaux PDF».
Profitez-en pour vous abonner à la «News Letter», en mettant simplement votre adresse e-mail, pour ne pas manquer les articles de L'Horizon Africain publiés sur le site Internet.
Bonne lecture !

Livre

«Marcher dans la lumière» de Charles Abel Kombo

Economiste de formation, Charles Abel Kombo a mis sur le marché du livre, un ouvrage à caractère plutôt spirituel, intitulé: «Marcher dans la lumière» et publié en mars 2026, aux Éditions Publibook, basées en France. C'est une invitation à un voyage intérieur: trente et une méditations, pour apprendre à écouter Dieu, à Le suivre pas-à-pas et à laisser Sa lumière transformer toute ta vie.



Livre de Charles Abel Kombo.

Chaque jour, une question simple, «Suis-je patient? Fidèle? Persévérant?», t'aide à faire la vérité dans ton cœur et à grandir dans la Foi. À travers la Parole de Dieu, la prière et des gestes concrets, le recueil de Charles Abel Kombo te guide sur un chemin de transformation spirituelle: éveiller ton cœur, approfondir ta relation à Dieu, fortifier ta confiance, et rayonner de l'amour du Christ dans ton quotidien.

Chaque méditation comprend un verset-clé, une réflexion spirituelle, un temps de silence, une prière, un exercice pratique et une relecture du soir. Simple, profond et vivant, ce parcours de 31 jours devient un compagnon de route pour apprendre à prier, à méditer et à vivre dans la lumière. «Marcher dans la lumière», c'est laisser Dieu éclairer ton chemin, jour après jour, pas après pas.

Fécoji-self défense

Les jijutsukas heureux de reprendre leur sport, après la levée de la suspension

Après huit ans d'hibernation, en raison d'une sanction causée par des querelles intestines entre dirigeants de la Fécoji-self défense (Fédération congolaise de ju-jitsu et self-défense), les jijutsukas de l'ensemble des clubs de la capitale ont manifesté leur joie, lors d'un camp d'entraînement auquel ils étaient conviés, dimanche 22 mars 2026, au Gymnase Nicole Oba, dans le 6^{ème} arrondissement, Talangai, à Brazzaville, après la levée de la suspension qui frappait leur discipline. C'est maître Durand Kimbatsa (6^{ème} dan), rapporteur de la rencontre, qui a donné la nouvelle, dans son mot de remerciements au C.n.o.s.c (Comité national olympique et sportif congolais) et au Ministère en charge des sports.



Une phase de jeu des jijutsukas à l'entraînement.

Au cours de leur camp d'entraînement, les jijutsukas ont revisité leurs techniques de base, en exécutant des mouvements katas et quelques combats, afin de jauger le niveau technique des athlètes, après plusieurs années sans compétition. Il y a eu, ensuite, le mot de maître Vidiaye Bilongo, qui a fait le rappel de la sanction infligée à la Fécoji-self défense et la décision du C.n.o.s.c, prise lors de son assemblée générale, le samedi 7 mars 2026,

de lever cette sanction qui les empêchait d'organiser et de participer à toute compétition aussi bien au plan national qu'international. Le mot de remerciement lu par maître Durand Kimbatsa (6^{ème} dan), rapporteur de la fédération, traduit le sentiment de joie des jijutsukas congolais: «C'est avec une immense émotion et un sentiment du devoir accompli que nous parlons devant vous aujourd'hui. Nous avons traversé, ces dernières années, une

période sombre, une épreuve difficile qui a mis à mal le fonctionnement de notre passion commune, le jujitsu et self-défense. Aujourd'hui, nous avons l'immense plaisir de vous annoncer, officiellement, que suite aux démarches multiformes menées par maître Nelh Francis Ata Assiokara et maître Steev Nkouma, respectivement président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées et président de la Fédération congolaise de wushu, le Comi-

té olympique a décidé de lever la sanction qui pesait sur notre fédération. Cette décision marque la fin d'une crise et le début d'une nouvelle ère pour notre discipline. Nous tenons à remercier, en premier lieu, le Comité national olympique et sportif congolais et le Ministère en charge des sports, pour leur écoute et leur volonté de remettre le jujitsu au centre de nos préoccupations. Nous remercions également les clubs et l'ensemble des acteurs de jujitsu qui ont fait preuve de patience et de responsabilité durant cette période de suspension. Cette levée de sanction n'est pas un chèque en blanc, c'est la reconnaissance de nos efforts. Elle nous impose, désormais, une exigence accrue en matière de discipline, de transparence et de bonne gouvernance. Nous avons tiré les leçons du passé, plus jamais nous devons nous retrouver dans une telle situation qui n'honore guère notre chère discipline. Nous devons maintenant travailler ensemble: oublions le démon du passé, pour hausser le niveau de notre sport et honorer notre discipline à l'échelle nationale et internationale», a-t-il déclaré.

Signalons que le camp d'entraînement s'est déroulé en présence des présidents des clubs des autres arts martiaux, notamment maître Nelh Francis Ata Assiokara, président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées, et maître Steev Nkouma, président de la Fédération congolaise de wushu.

Luze Ernest BAKALA

Dynamique pour la relance du handball congolais

Journée de gala de handball au Centre sportif de Makélékélé

L'Association La dynamique pour la relance du handball congolais, dirigée par le général Serges Oboa et coordonnée de main de maître par Christelle Colombe Bouaka Milandou, assistée d'Avicenne Nzikou, comme coordonnateur adjoint, a organisé, dimanche 5 avril 2026, au Centre sportif de Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville, une journée de gala de handball, destinée à préparer les équipes au Tournoi interdépartemental prévue à Pointe-Noire.



Avicenne Nzikou (au milieu)



Les handballeuses de deux équipes avant leur match.

Au total, 19 équipes de la ville capitale, dames et messieurs, ont participé à la journée gala de handball sénior. Les mordus du handball en ont eu pour une journée à se régaler du spectacle des matches, offert par des handballeurs et handballeuses qui n'ont rien perdu de l'intensité de jeu. Le public est venu nombreux, pour les assister et les encourager.

Soit dit en passant que les 19 équipes qui ont pris part à cette journée de gala sont celles qui sont suspendues par la Fécohand (Fédération congolaise de handball), pour avoir participé au tournoi national de handball masculin et féminin organisé du 12 au 22 décembre 2025, au Stade d'Ornano.

Pour Avicenne Nzikou, ce gala prépare le Tournoi interdépartemental de Pointe-Noire. «Il s'agit, ici, de la continuité des activités de la dynamique, parce qu'après le championnat réussi de Brazzaville, avec les équipes de la RD Congo, nous avons prévu de poursuivre nos activités, en travaillant étape par étape. Brazzaville, avec ce gala, pour essayer d'égayer nos enfants avec qui nous sommes sur le même chemin, pour le combat que nous menons ensemble. Et ça ne va pas s'arrêter ici naturellement, parce que le week-end prochain, nous aurons des matches sous un autre format et nous irons jusqu'à Pointe-Noire, car le but de la dynamique est de promouvoir la pratique du sport sur toute l'étendue du territoire national. Si nous l'avons fait à Brazzaville aujourd'hui, ce n'est pas exclu que très prochainement, nous le fassions à Pointe-Noire, avec toutes les équipes qui appartiennent à la dynamique dans cette localité, à Dolisie avec ses équipes et jusqu'au Nord du pays, car nous avons prêté serment de nous occuper de cette jeunesse handballistique qui est malheureusement en vacances. Les enfants qui sont en contrat avec les équipes dont les dirigeants sont membres de la dynamique, même quand nous sommes en crise, il faut qu'on les occupe. Nous espérons que le bout du tunnel pointe à l'horizon, qu'il plaise à Dieu. Dès que nous allons reprendre les activités, que ces jeunes soient en forme. Ça profite aussi à tout le monde, parce que là-dedans, nous n'avons pas que les dirigeants, il y a aussi les entraîneurs qui doivent évaluer la qualité physique de leurs enfants, au fur et à mesure», a-t-il indiqué.

Luze Ernest BAKALA

Ligue de volleyball de Brazzaville

Coup d'envoi des championnats départementaux pour la saison sportive 2025-2026

Comme prévu dans son chronogramme adopté en janvier dernier, la Ligue départementale de volleyball de Brazzaville a officiellement lancé, dimanche 22 mars 2026, au Gymnase Henri Elendé, ses championnats départementaux de la saison sportive 2025-2026 qui vont se dérouler, pendant près de quatre mois, sur deux sites, notamment le Stade de l'I.s.e.p.s, à Makélékélé, et le Gymnase Henri Elendé. Au total, 18 équipes, dans les trois catégories (séniors, juniors et cadettes), des deux versions (messieurs et dames), prennent part à ces championnats départementaux. La cérémonie de lancement de ces championnats s'est déroulée en présence du président de la Fécovol (Fédération congolaise de volleyball), Jean-Claude Mopita, du directeur départemental des sports, Parfait Malonga, et de plusieurs invités.

Pour la Ligue de volleyball de Brazzaville, l'objectif est d'améliorer la structuration des clubs, préparer les clubs aux championnats nationaux de volleyball et accroître le nombre de matches pour mieux préparer la sélection nationale des Diables-Rouges séniors hommes à la Can (Coupe d'Afrique des Nations) qui aura lieu du 7 au 21 septembre 2026, au Stade des Martyrs de Kinshasa. Ce cham-

pionnat africain est qualificatif, pour les Jeux olympiques de Los Angeles 2028. Pour le président de la ligue, Blaise Ngamba, il faut encore beaucoup travailler, pour le développement du volleyball, afin qu'il soit pratiqué dans tous les arrondissements de la ville de Brazzaville. «La Ligue départementale de volleyball de Brazzaville est très fière de pouvoir lancer ses championnats. Nous



Les responsables de la ligue et quelques volleyeurs, après la cérémonie de lancement des championnats

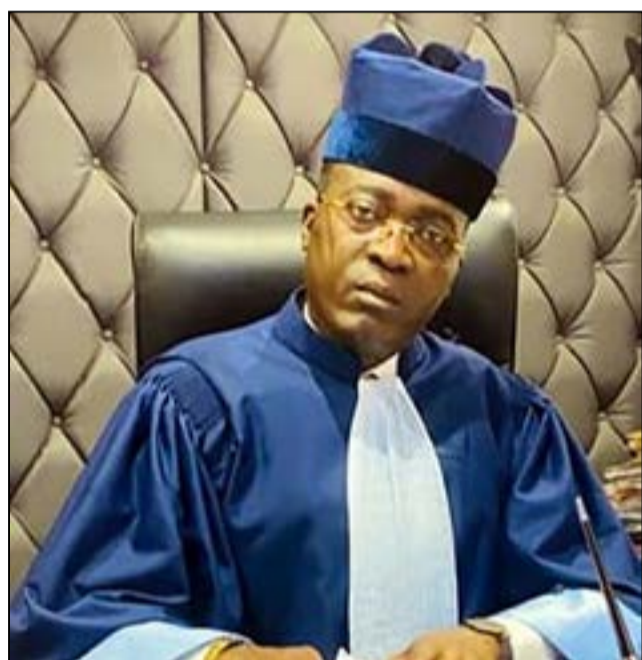
remercions sincèrement les dirigeants des clubs qui ont répondu présents à notre appel, afin que nous puissions nous occuper de ces jeunes qui n'attendent que ces occasions, pour exprimer leurs talents. Seul bémol, le manque de mécènes à notre discipline. Nous demandons donc à

ceux qui peuvent se joindre à nous de venir, pour développer notre sport», a-t-il indiqué. Signalons que les rencontres se déroulent les week-ends, dans les deux sites retenus.

Luze Ernest BAKALA

«Le serment de la concorde»: Denis Sassou N'Guesso s'engagera devant la Nation et le monde

L'heure de la solennité républicaine a sonné, le jeudi 16 avril prochain. Le Stade de la concorde, dans la commune de Kintélé, voisine de Brazzaville, habituellement dévolu aux exploits sportifs, se transformera en scène politique majeure. C'est là, au cœur du complexe sportif construit pour accueillir les Jeux africains de 2015, que Denis Sassou N'Guesso, dont la réélection a été confirmée par la Cour constitutionnelle, le samedi 28 mars 2026, à 94,90% des suffrages exprimés, prêtera serment devant la Nation et une assemblée d'illustres invités d'ici et d'ailleurs, dont des Chefs d'Etat. Ce serment, à la fois acte de droit et moment de mise en scène solennelle de la volonté du souverain primaire, cristallisera une étape-clé: la naissance officielle et magistrale de son nouveau mandat présidentiel.



Par maître Atigha Dah Kana, odctorant en droit et politologue

Constitutionnellement, le serment présidentiel n'est pas un simple rituel. C'est un engagement solennel, devant la Nation, à respecter la Constitution et à servir l'intérêt général du pays. En l'occurrence, la confirmation de la réélection de Denis Sassou N'Guesso par la Cour constitutionnelle achève la phase de contrôle des résultats électoraux et pose la pierre angulaire de la légalité de son mandat. A partir de ce moment, le serment devient le moment inaugural: la promesse écrite, désormais prononcée à voix haute, range le passé électoral dans la sphère des faits accomplis et ouvre la page du gouvernement. En 2021, c'est au Palais des congrès, situé à Brazzaville, que Denis Sassou N'Guesso avait été investi pour son quatrième mandat consécutif. La cérémonie avait alors revêtu une dimension magistralement étatique, avec la présence de plusieurs Chefs d'Etat africains, de hauts responsables diplomatiques et des délégations internationales. Le choix du site, la mise en scène, la musique officielle et la diffusion nationale avaient

transformé un acte constitutionnel en grand spectacle politique. L'événement du serment de 2026 renoue avec cette logique: laisser entendre qu'une alternance de mandat n'est pas une rupture, mais une continuité mise en scène par le pouvoir politique. Le choix du Stade de la concorde à Kintélé n'est pas anodin. Ce complexe sportif, véritable centre olympique national, a été conçu comme un symbole d'émergence, d'unité et de modernité. En y tenant la cérémonie d'investiture, les autorités politiques lui donneront une double fonction: temple du sport et théâtre de l'Etat. Kintélé, une commune du Département de Brazzaville, avec ses infrastructures monumentales, ses gradins et sa vocation internationale, deviendra le cadre d'une scène où le pouvoir se montre à la fois puissant et organisé, souverain et maître de l'agenda national, renvoyant à la concorde nationale qui est une vertu signifiant l'entente, l'harmonie et la paix entre les différentes composantes d'une Nation, ce que sera le Congo à la Concorde.

Le serment présidentiel est, à la lettre, un acte constitutionnel. Il est formalisé par un texte juridique, inscrit dans une procédure et relève d'une compétence précise. Mais, politiquement, il devient un moment de narration nationale. A Kintélé, le décor, les discours, les salves protocolaires, les images qui seront transmises à la télévision et sur les réseaux sociaux, participeront à présenter le Président de la République, non pas seulement comme un garant de l'ordre juridique, mais aussi comme un personnage central de l'histoire nationale. Le fait que ce serment aura un sens très magistral, renvoie cet événement à une dualité:



Vue aérienne du Stade de la concorde à Kintélé

té: gravité du serment mais aussi grandeur calculée de la mise en scène de l'unité d'une Nation. L'investiture, même validée par la Cour constitutionnelle, n'échappera pas aux débats. Les partis d'opposition, certains analystes et sections de la société civile continueront de questionner la transparence du scrutin et la signification de la réélection. Pour d'autres, au contraire, le mot d'ordre sera à la stabilité: il s'agit, désormais, de passer du temps de la compétition à celui de l'exécution, comme l'ont fait



Le Président Denis Sassou-N'Guesso était l'investiture de son homologue centrafricain Faustin Archange Touadéra, lundi 30 mars.



Stade de la concorde à Kintélé (vue intérieure).

certain candidats malheureux qui n'ont pas hésité de féliciter le Président réélu. Le serment deviendra alors un point de cristallisation:

pour certains, un gage de continuité rassurante; pour d'autres, le signe d'une consolidation durable d'un système politique particulier.

Quel que soit le regard porté sur le résultat électoral, le serment du 16 avril sera juridiquement, le moment où démarre officiellement le nouveau mandat. Entre le Stade de la concorde et la Cour constitutionnelle installée temporairement sur le tapis vert, le Congo?Brazzaville reconduira une logique bien connue: consolider la légitimité par le droit, tout en amplifiant son image par la mise en scène politique. Comme le Pape qui, depuis le balcon de la Basilique Saint-Pierre de Rome, ne se contente pas de bénir, mais se montre aussi comme un personnage central de l'Eglise et de l'histoire, Denis Sassou N'Guesso, depuis le podium dressé au Stade de la concorde, s'engagera et se présentera lui-même à la Nation, au peuple et au monde, comme celui qui incarne à la fois l'Etat, la continuité et le projet politique du Congo pour les années à venir.

Maître ATIGHA DAH KANA
Doctorant en Droit et Politologue